

FICHE 2

METTRE LA FINANCE AU SERVICE DE L'INTÉRÊT GÉNÉRAL EN FRANCE, EN EUROPE ET DANS LE MONDE

Les déviations de la Finance

Depuis le début des années 80, la mondialisation des échanges mais plus encore celles des capitaux a conduit à l'intégration de l'économie planétaire et s'est accompagnée d'une financiarisation croissante aboutissant à une captation considérable de la richesse produite par les revenus financiers au détriment de la rémunération du travail, des Services publics et des investissements productifs. Une étude de Mac KINSEY de 2025 donne le vertige en indiquant que depuis 2000, le stock mondial de richesse virtuelle (prix spéculatif de tous les actifs financiers) a augmenté de quelques 160 000 milliards de dollars ! Soit beaucoup plus que l'évolution du PIB mondial. Pire encore, à eux seuls, 3000 milliardaires de la planète se sont accaparés près de 10% de la richesse mondiale (16 000 milliards de dollars).

Ainsi la financiarisation mondialisée, en mettant en concurrence les salarié·es à l'échelle mondiale a non seulement entraîné une baisse universelle et structurelle de la part de la richesse produite consacrée à la rémunération du travail salarié et creusé les inégalités, mais elle a généré la délocalisation des unités de production et la désindustrialisation d'une partie de l'Europe et notamment de la France en même temps qu'elle a vu la surexploitation et l'asservissement des travailleur·ses et les tensions entre les peuples dans le monde entier.

Ainsi la globalisation financiarisée de l'économie planétaire constitue manifestement un échelon supérieur de l'accumulation capitaliste au profit de quelques-un·es et une accélération brutale de l'impérialisme, sous toutes ses formes. Dans les faits, la financiarisation s'est faite au profit d'une concentration des capitaux entre les mains de groupes toujours plus grands et toujours plus capables d'influencer les pouvoirs politiques en faveur de leurs intérêts. De ce point de vue, les premières décisions qui ont suivi le retour de Trump au pouvoir, entouré de son aréopage de milliardaires, en sont une illustration flagrante.

La volonté de transformer le monde en objets spéculatifs (terre, eau, ressources naturelles, biodiversité...) encourage l'exploitation extrême de notre environnement et une accélération de sa destruction. L'accaparement des ressources naturelles par quelques-un·es est l'un des ressorts de l'impérialisme capitaliste.

Cette captation de la richesse produite par les revenus financiers est foncièrement inégalitaire et avive les tensions militaires et commerciales entre les peuples au point de multiplier les guerres et de détériorer la condition humaine. C'est aussi une source d'instabilité chronique qui conduit à des crises financières successives générées par l'éclatement de bulles spéculatives pouvant régulièrement aboutir à des crises généralisées des secteurs bancaire, alimentaire, énergétique, social ... Cette situation entraîne des dépenses considérables pour les Etats, générant des dettes publiques énormes dont le financement vient encore alimenter les revenus financiers, dans le cadre d'un cycle infernal.

La mondialisation financière a été rendue possible par la déréglementation, le décloisonnement des marchés financiers nationaux et la désintermédiation grâce à laquelle tout type d'investisseur·euse institutionnel·le peut effectuer des opérations de prêts auparavant réservées aux banques. Ainsi fonds de pensions, fonds d'investissements, compagnies d'assurance, banques d'affaire détiennent la plus grande part des actifs financiers. Ces institutions financières spécialisées se nourrissent de profits industriels

non réinvestis et de revenus non consommés issus de l'économie réelle qu'elles orientent vers des placements en actifs financiers : devises, obligations, actions en se tenant hors de la production de biens et de services.

Les schémas spéculatifs et financiers sont de plus en plus complexes. Ils conduisent à une virtualisation de l'économie mortifère pour l'emploi et le bien-être social. Multinationales, holdings... ne servent qu'à transférer le plus efficacement possible les profits vers les acteur-riche-s de la spéculation et de la rente. L'application automatisée de ratios de mathématiques financières calée sur la recherche de profits de court terme maximisés, couplée avec la généralisation de l'intelligence artificielle, accélère ce phénomène de virtualisation de l'économie (blockchain, Cryptomonnaies, metavers ...). Cela amène à démunir de plus en plus les populations, les travailleur-euses et leurs organisations de la possibilité d'agir collectivement pour défendre leurs intérêts de classe et peser sur les décisions qui les concernent.

Mais cette course folle ne s'arrête pas là. Dans le but d'accroître toujours davantage les frontières des marchés, le capitalisme financier s'attaque partout aux Services publics, remettant en cause leur statuts, leurs missions, leurs moyens dans le but de les « marchander ». Dans le même élan, la finance fait pression sur les droits sociaux, cassant les principes de mutualisation, et d'égalité d'accès aux droits fondamentaux au profit de logiques marchandes individualisées, plus risquées et plus coûteuses pour les bénéficiaires (l'exemple du système de santé aux États-Unis en est la parfaite illustration).

En France même, ces logiques attaquent les droits issus du Conseil National de la Résistance (Sécurité sociale, retraite par répartition, droit syndical, principe de participation des travailleurs...) en vue de les substituer notamment par des couvertures assurantielles privées et des fonds de pension, comme le recours à ALAN pour la complémentaire santé au Ministère des Finances.

Cette marche forcée n'est pas inéluctable mais il y a urgence à reprendre le contrôle de la Finance. Il ne s'agit pas seulement de l'orienter et la réguler dans la direction souhaitée par les populations mais aussi de la contraindre, en affaiblissant le poids de la rente et de la spéculation sur l'économie.

L'urgence à reprendre le contrôle de la Finance !

A l'échelle de la France, les administrations économiques et financières (Administrations du Ministère de l'Économie et des Finances, DGFIP, DOUANES, DGCCRF, INSEE) tout comme les institutions économiques publiques et semi-publiques de notre champ fédéral (CDC, BPI France, Banque de France, AFD, CNP par exemple) ont aux premières loges de l'indispensable combat contre l'avancée de la mondialisation financière.

L'enjeu premier afin de reprendre le contrôle de la finance est de limiter la place qu'elle a prise dans le système économique national et international. Cela appelle une prise de contrôle collectif de la finance au moyen de 4 leviers d'action :

- >> la détermination démocratique et transparente de normes et de règlements dont le respect doit être garanti par les autorités publiques de contrôle économique et financier,
- >> l'utilisation de la fiscalité à laquelle la finance échappe grandement,
- >> la définition d'une stratégie coordonnée d'investissement et de financement public de toutes institutions économiques et financières publiques réunies dans le cadre du pôle financier public revendiqué par toute la CGT,
- >> le renforcement des droits d'intervention des travailleur-euses des secteurs économiques et financiers publics et privés.

L'évolution des normes et règlements que nous revendiquons doit aboutir à la modération voir à

l'interdiction de certaines pratiques spéculatives et montages financiers alambiqués (titrisation, fonds de fonds, capital venture, vente à découvert, dérivations multiples, LBO...). Mais il doit aussi aboutir à la révision des règles de constitution de société et groupes de sociétés, très opaques aujourd'hui (sociétés mère, SAS, holdings en cascades, filialisation multiples..) pour aller dans le sens d'une logique de réponse aux besoins de l'économie réelle et non à des objectifs d'optimisation fiscale. De même, les normes et règlements régissant les opérations financières doivent davantage permettre l'intégration des objectifs de RSE et veiller à éviter le « green washing ».

Sur la fiscalité

D'abord redistribuer les richesses créées en faveur des besoins du plus grand nombre.

Au niveau international, il nous apparaît indispensable de réviser les conventions fiscales internationales qui aujourd'hui sont de véritables outils de financiarisation entre les mains des multinationales (dans un premier temps en adoptant les conventions modèle « ONU »).

Les fiscalités locale, nationale et internationale doivent d'abord soutenir l'investissement et l'emploi. La spéculation et la rente doivent être soumises à un niveau de prélèvement fiscale supérieur aux revenus du travail.

Le patrimoine financier doit, a minima, être imposé de manière équivalente au patrimoine immobilier. De plus la richesse produite par les salarié-es doit leur revenir, c'est aussi comme cela que nous réduirons le poids de la Finance sur nos vies. En effet, l'augmentation des salaires et des pensions, la baisse du temps de travail, la Sécurité sociale à 100 %, le développement des Services publics privent la Finance de son pouvoir d'accaparement sur une masse considérable de richesses.

Mettre en place un Pôle financier public

Complémentaire du levier fiscal, la coordination de l'action et des stratégies d'intervention de l'ensemble des institutions économiques et financières publiques dans l'économie réelle comme sur les marchés financiers, est capitale.

Aujourd'hui la CDC - Banque des territoires, BPI France, La Poste ou la Banque de France mettent en œuvre des doctrines d'intervention (en financement comme en investissement) qui relève davantage d'un objectif d'appui aux logiques libérales de financiarisation, plutôt que d'une logique de réponse aux besoins sociaux et aux intérêts publics.

Il en va ainsi par exemple en matière de politique industrielle. BPI, la CDC, l'APE refusent systématiquement les demandes de nationalisations temporaires pour soutenir l'emploi industriel en territoire, tout en soutenant (au travers de fonds) des opérations financières les plus spéculatives (par exemple des « start up » au prétexte d'innovation). Autre exemple, les mêmes refus de réponses aux besoins sociaux sont mis en avant lorsqu'il s'agit de soutenir le maintien ou la création de Services publics de proximité (implantation de services déconcentrés de l'État, Services publics, Poste, maternités ...).

Pour faire face à cette situation, pour renforcer les synergies entre les différents outils publics afin d'améliorer leur efficacité économique, sociale et environnementale, la CGT propose la création d'un véritable Pôle financier public qui mettrait en réseau les établissements et institutions financières publics et semi-publics existants. Les établissements et institutions qui le composeraient conserveraient leur autonomie, mais inscriraient leur action dans un cadre global. Seul un tel outil, placé sous le contrôle étroit, transparent et démocratique du Parlement, des élus locaux et des organisations de travailleurs, pourrait permettre de peser sur les stratégies financières en cours dans une logique d'appui aux besoins économiques, sociaux et environnementaux des territoires et des populations. Il pourrait par ailleurs

prendre appui sur l'ancrage territorial de ses composantes, jouant un rôle déterminant en faveur du développement solidaire des territoires.

Enfin, nous revendiquons la mise en place d'un vrai droit d'intervention et de participation des travailleurs sur l'exercice de leurs missions dans le secteur économique et financier, tant dans le champ ministériel que dans celui des institutions du secteur public et semi public. Les instances sociales existantes sont tout à fait insuffisantes pour exercer ce droit. Nous revendiquons l'ouverture d'un débat national et démocratique avec les fonctionnaires et les salarié-es sur l'ensemble du champ fédéral pour obtenir des droits nouveaux dans ce domaine.

L'Union européenne et le monde du travail

Le système capitaliste est mondial, les capitalistes présent-es sur la quasi totalité du globe utilisent les frontières à leur profit, de plus, notre société est imbriquée au système capitaliste mondialisé. L'institution la plus puissante aujourd'hui au sein de laquelle nous sommes imbriquée est l'Union européenne. Cette institution a été créée et s'est développée dans l'intérêt du capital.

Il faut la poser dans une perspective internationaliste, les réponses désordonnées à la pandémie, les égoïsmes nationaux compatibles avec le libre échange capitaliste ont eu des conséquences mortifères. Les intérêts du capital ne disparaîtront pas avec la disparition de l'Union européenne. De plus, la dimension internationale que ce soit de la Finance, des migrations ou des défis environnementaux, obligent à une réponse internationaliste. Les travailleurs et travailleuses subissent partout les mêmes logiques, défendant les mêmes intérêts.